

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 298
LE NUMERO : 2 FF
15 FB - 1 FS
20 oct. au 1^{er} nov. 1979

Préparer la révolution !

« Personne ne vous demande de faire la révolution tout de suite, ce qu'on vous demande c'est de la préparer ». C'est en ces termes que les bolchéviks répondaient au III^e congrès de l'Internationale Communiste à certains

dirigeants des PC, français en particulier, qui justifiaient leur propagande presque carrément réformiste par le fait que la situation n'était pas révolutionnaire.

Préparer la révolution, y préparer le prolétariat et s'y préparer lui-même, est en effet une tâche permanente du parti, quelle que soit la situation. Mais, bien entendu, selon la situation, son degré de développement et sa tendance, cette tâche prend des formes différentes. Au sortir de la seconde guerre impérialiste le cycle de la contre-révolution était loin d'être achevé, mais il avait déjà détruit toutes les positions de classe condensées dans la doctrine révolutionnaire. Si nous avons mis alors au premier plan de notre activité le travail théorique, la restauration intégrale de la doctrine marxiste invariante, ce n'est pas seulement parce que la situation ne permettait pas la reprise immédiate d'un vaste mouvement de classe, ne permettait pas aux révolutionnaires d'influencer de façon significative les luttes des masses. C'est aussi et surtout parce que la restauration de la théorie marxiste et sa défense acharnée par une organisation militante, si petite fût-elle, constituait précisément le travail de préparation révolutionnaire correspondant à cette situation. C'est bien pour cela que nous n'étions pas un groupe de marxologues, mais véritablement le parti, fût-ce à l'état embryonnaire.

D'aucuns ont pu croire alors que la préparation révolutionnaire consistait simplement en cela, et que la révolution jaillirait de la rencontre au jour J de l'insurrection des masses poussées par des facteurs objectifs avec la théorie

incarnée par une poignée de militants. L'histoire de notre courant n'est qu'une longue lutte contre cette vision idéaliste. Même au moment où la tâche de préparation révolutionnaire se réduisait presque exclusivement à la réappropriation du marxisme, nous savions que cela n'était que la condition et le premier pas d'une longue marche vers la révolution. Nous savions que, partant de la restauration théorique pour aboutir à la préparation immédiate de l'insurrection, la tâche permanente de la préparation révolutionnaire prendrait des aspects différents, et que l'activité comme l'organisation du parti devraient se modifier en conséquence. Nous savions aussi que cette marche n'est pas seulement déterminée par des facteurs objectifs, mais aussi par des facteurs subjectifs, par l'action du parti qui n'est pas seulement un produit mais aussi un facteur de l'histoire.

Dans le numéro précédent de ce journal, nous avons mis en relief les modifications intervenues dans la situation depuis la fin de la seconde guerre impérialiste, modifications qui confirment les prévisions que nous avions faites à l'époque, ainsi que les tendances objectives de développement de cette situation. Bref, nous avons montré l'ensemble des aspects économiques, sociaux et politiques qui nous permettent d'affirmer que le cycle contre-révolutionnaire ouvert par la défaite prolétarienne des années 20 s'achève

DANS CE NUMERO

- L'intervention politique dans les luttes immédiates.
- IMMIGRATION : supplément 2 pages à l'intérieur.
- Le consensus discret de la CGT.
- Le « socialisme » chinois : un capitalisme comme les autres.

et que nous entrons dans une « nouvelle ère de guerres et de révolutions ». Nous avons insisté sur ces aspects parce qu'ils dessinent le cadre de notre action, déterminent nos objectifs immédiats et le résultat de notre activité. Mais il serait faux de croire qu'on puisse attendre la révolution, ou même simplement la montée révolutionnaire, du simple jeu de ces facteurs objectifs. Les rapports entre la crise de la société capitaliste et la lutte révolutionnaire sont bien plus complexes, comme nous l'avons montré à plusieurs reprises (*) en nous reliant à une analyse de Trotsky de 1921.

(*) Voir en particulier « Crise et révolution » et « Encore sur crise et révolution », dans *Programme Communiste*, n° 62 et 68.

(suite page 2)

CENTRAFRIQUE

L'impérialisme français pris la main dans le sac

Bokassa était devenu gênant parce qu'il montrait trop ostensiblement au monde un produit monstrueux de la domination française en Afrique. Campagne sur les droits de l'homme aidant, il fut donc éliminé. Cependant l'ironie du temps présent veut que le remède soit pire que le mal. Voilà que l'intervention des parachutistes français, humanitaire s'il en fut, déchire elle-même le voile qui masquait la domination impérialiste.

Et l'on découvre sous les grands mots d'« aide » et de « coopération » le monde grouillant de la faune capitaliste aux appétits sordides, et sous les apparences de la grande politique publique l'affairisme colonial pestilentiel et les orgies privées, la corruption et le lucre, bref tous les enfants légitimes du profit. Ainsi, les événements mettent eux-mêmes à nu les racines africaines de l'impérialisme français, ainsi que les mille et un fils qui lient la bourgeoisie française et son personnel politique au pillage et à l'oppression de l'Afrique.

Pour toute la cohorte des politiciens bourgeois et soi-disant « ouvriers », pour tout ce monde de larbins vivant des miettes tombées de la table des festins capitalistes et impérialistes, le vrai scandale n'est pas que cela existe, mais que cela se sache ! Les fameux diamants de Bokassa se seraient-ils égarés dans une poche privée, au-delà de la limite normale et communément admise de la corruption générale et institutionnalisée, et risquent-ils de faire découvrir l'ensemble de l'entreprise ? Vite ! Un démenti s'impose « dans l'intérêt de la France », crient en chœur hommes de l'opposition comme de la majorité !

La critique la plus hypocrite est encore celle du PCF, qui tente de détourner les réactions de révolte provoquées par le cynisme impérialiste sur « la politique néo-colonialiste giscardienne », qui serait responsable des malheurs de l'Afrique et constituerait le « véritable scandale permanent ».

(suite page 2)

La grève des dockers de Rotterdam

Après la condamnation pour fait de grève d'une quinzaine de remorqueurs du port de Rotterdam, le 27 août, les dockers du secteur non mécanisé du port ont déclenché, comme ils l'avaient fait en 70, une grève spontanée, à la fois contre la répression et pour l'amélioration des conditions de travail. Ils réclamaient la compensation des hausses de prix, 35 heures pour les équipes en continu, cinquième équipe et retraite à 60 ans.

Cette grève a tenu quatre semaines, malgré l'isolement (il y a eu quelques mouvements de solidarité, 24 heures de grève à Amsterdam, par exemple, mais les dockers du secteur mécanisé de Rotterdam eux-mêmes

(suite page 4)

RÉUNION PUBLIQUE A LILLE

Le vendredi 26 octobre, à 19 h,
Maison de l'Education permanente
1, place G.-Lyon

L'alternative :
la révolution
communiste

Le « socialisme » chinois : un capitalisme comme les autres

La situation économique de la Chine n'est pas différente de celle que connaissent les autres pays soi-disant « socialistes » : tassement de la production par rapport aux prévisions, endettement extérieur important, inflation. En revanche, il y a un point qui différencie la Chine des pays de l'Est, c'est qu'on y reconnaît officiellement l'existence du chômage...

En 1979 les Chinois ont pour la première fois depuis de longues années publié des chiffres officiels concernant leur économie. « La première constatation qui s'impose, écrit *Le Monde* du 24 juillet, est celle d'un ralentissement général des taux de croissance ». Ainsi le taux de croissance de la production industrielle doit tomber de 13,5 % en 1978 à 8 % en 1979. On avait fabriqué en Chine 100.000 tracteurs en 1977, 113.500 en 1978, et on en prévoit 95.000 pour 1979. En ce qui concerne les engrais chimiques, l'augmentation prévue de la production en 1979 n'est que de 10 % au lieu de 38,12 % et 20,1 % pour 1977 et 1978. Même chose à propos de l'énergie : la production de charbon reste stationnaire, celle de pétrole brut n'augmentera en 1979 que de 1,9 % (au lieu de 11,1 % en 1978) et celle de la production électrique ne doit progresser que de moitié par rapport à l'année précédente.

Pour le plan de dix ans 1975-1985, on avait fait les prévisions suivantes : taux de croissance industrielle : 10 % par an ; production en 1985 de 60 millions de tonnes d'acier (la

production 1978 a été de 32 millions de tonnes); 400 millions de tonnes de céréales (la production de 1978 a été de 305 millions). Devant la faiblesse des résultats obtenus, le plan a été révisé. « Il faut, a déclaré Hua Guofeng dans son rapport à l'Assemblée nationale populaire en juin 1979, rééquilibrer, restructurer, remettre en ordre et améliorer l'économie nationale afin que celle-ci amorçe une croissance soutenue, harmonieuse et rapide. »

En ce qui concerne l'inflation, le même article du *Monde* fait état de « tensions inflationnistes » qui « se sont fait sentir de manière assez nette pour exiger une ponction délibérée sur le pouvoir d'achat des populations » !

Côté endettement, d'après l'institut de recherches ouest-allemand DIW, le déficit commercial de la Chine devrait atteindre 32 milliards de dollars d'ici à 1985. Depuis la fin de 1978 la Chine « a conclu à l'étranger des contrats pour des lignes de crédit et des émissions, notamment sur le marché de l'eurodollar, d'un montant total de 26 milliards de dollars » (*Le Monde* du 4 septembre 1979). Ce chiffre de 26 milliards représente la moitié de la dette actuelle de l'ensemble des pays de l'Est (50 milliards en 1978, 13 milliards en 1974). On mesure la rapidité d'endettement de la Chine due aux besoins de sa modernisation, dont le coût est estimé à quelque 600 milliards de dollars (*Le Figaro* du 2 octobre 1979). Pour attirer les capitaux étrangers, les autorités chinoises ont pro-

mulgué une loi tellement libérale que les commentateurs impérialistes en ont été eux-mêmes surpris. « A la différence de ce qui s'est passé dans d'autres pays en voie de développement où le législateur a principalement voulu garantir une indépendance toute neuve contre la restauration, par des voies économiques, de l'ancien pouvoir colonial, écrit *Le Monde* du 10 juillet 1979, la Chine paraît se soucier essentiellement de protéger les intérêts des capitalistes étrangers qui investissent de l'argent chez elle... Fini le principe autarcique du « comptes sur nos propres forces » ! Les autorités chinoises ont développé leur sens de la coopération avec les pays capitalistes avancés à un point tel qu'elles viennent de louer 400.000 travailleurs chinois à des entreprises italiennes pour des travaux dans des pays tiers.

A propos du chômage, le président Hua Guofeng a eu cette phrase admirable, tout à fait digne d'un professeur d'économie politique bourgeoise. N'a-t-il pas expliqué qu'en Chine « le nombre des emplois disponibles est inférieur à celui des personnes en quête de travail » ? Les dirigeants chinois vantent la « supériorité du socialisme » et trouvent tout à fait normal que 20 millions de personnes soient « en quête de travail » dans une société dite socialiste. Quant à la solution de ce problème, elle est d'une simplicité enfantine : il faut, a déclaré le grand Hua, faire baisser le taux de natalité... Par ailleurs

(suite page 2)

L'impérialisme français pris la main dans le sac

(suite de la page 1)

Mais les quelque 15 milliards de francs d'investissements français en Afrique, qui rapportent chaque année plus d'intérêts qu'il n'y a d'investissements nouveaux, sont-ils le résultat de la politique giscardienne ou la chair et le sang de l'impérialisme français ? Et les quelque 40 milliards de francs d'exportations vers l'Afrique qui font de l'impérialisme français le premier fournisseur du continent ? Et les quelque 600 établissements bancaires qui drainent et transforment en capital français une bonne partie des richesses créées par les masses exploitées d'Afrique ? Et la mainmise sur l'Afrique, pour ne parler que de cette richesse naturelle, sans laquelle la ridicule « indépendance nationale » de la France serait même impensable ?

Mais alors l'armée de diplomates, de bureaucrates, d'hommes d'affaires et de parachutistes œuvrant à la consolidation et à la protection de ces richesses, ainsi qu'à la mise en coupe réglée d'une partie de l'Afrique pour le compte de la France, sont-ils le résultat d'une politique, la mauvaise politique du gouvernement actuel, ou bien de la seule politique possible de l'impérialisme français, celle qui doit mener tout gouvernement, de droite ou de gauche, bref tout gouvernement de l'Etat actuel, capitaliste et impérialiste ? D'ailleurs n'ont-ils pas déjà été au gouvernement, les critiques actuels de Giscard, et n'ont-ils pas déjà fait la même politique en réprimant les révoltes anticoloniales, en Algérie, au Cameroun, à Madagascar ou ailleurs ?

Le scandale qu'ils veulent tous éviter à tout prix, c'est que la découverte de cette vérité ne provoque la saine révolte des prolétaires. C'est qu'elle ne leur ouvre les yeux sur la réalité de l'impérialisme français et ne leur fasse comprendre que leur émancipation est liée à la lutte contre tout privilège de « leur » Etat. C'est qu'elle ne leur fasse découvrir que les prolétaires français et les masses exploitées d'Afrique ont un ennemi commun : l'impérialisme français et ses larbins bourgeois et social-impérialistes, et que leur avenir est lié à sa destruction révolutionnaire.

**Lecteurs, sympathisants,
aidez au développement
international
de la presse du Parti !
Souscrivez !**

Le « socialisme » chinois

(suite de la page 1)

Le chômage se combine — phénomène caractéristique de l'anarchie du capitalisme — avec un besoin énorme en main-d'œuvre dans certains secteurs : c'est ainsi que la police politique enlève littéralement des groupes de travailleurs, obligés de dépenser gratuitement leur force de travail sous la surveillance « d'hommes en armes » plus spécialement chargés de les empêcher de tirer au flanc. Ce dernier « crime » coûte cher : « Certains jours le nombre de personnes subsistant [ce] châtiement [il s'agit du fouet] atteint deux cents ; bien entendu ces ouvriers ne reçoivent aucun salaire » (Le Monde du 13-10-79).

Ce qui est intéressant, ce sont les moyens qui seront mis en œuvre pour la remise en ordre et l'amélioration de l'économie chinoise. Ils ne se distinguent en rien de vulgaires moyens capitalistes. Ainsi les entreprises vont avoir une autonomie financière accrue, y compris dans le domaine des salaires, primes et autres rémunérations. Une place plus grande sera faite aux stimulants matériels, qui vont atteindre jusqu'à 20 ou 30 % du salaire. Comme leurs homologues occidentaux, les autorités chinoises ont déclaré la guerre aux canards boiteux. Le Figaro du 2 octobre annonce la « dissolution sans appel des entreprises qui seront en déficit au 1^{er} janvier 1980 ». Le même article signale la condamnation officielle de l'« égalitarisme » et les invitations quotidiennes de la presse à « respecter les lois objectives de l'économie ».

Naturellement, ce souci d'efficacité et d'amélioration maximale des rendements se manifeste aussi sur le plan de l'agriculture. Les mesures prises sont autant de reculs par rapport à une orientation politique « socialiste ». On mise sur l'individualisme du paysan. Les impôts agricoles d'Etat sont réduits à 5 % ou moins ; le prix d'achat des grains aux communes populaires est relevé de 20 ou même de 50 % pour les livraisons au-dessus des quotas obligatoires ; les autorités procla-

**Lisez et diffusez
la presse du Parti !**

Préparer la révolution

(suite de la page 1)

Celui-ci explique que si, d'une part, la bourgeoisie est incapable de contrôler la crise, si elle est prise à la gorge par ses propres antagonismes internes, si sa structure productive et les rapports entre les Etats sont bouleversés, elle déploie en même temps toute sa puissance et toute sa capacité non seulement de résistance mais d'attaque contre la classe ennemie. La crise de la société capitaliste n'affaiblit pas mécaniquement la bourgeoisie ; elle l'oblige même à se renforcer. Celle-ci bande toutes ses forces, mobilisant également ses agents au sein du prolétariat, pour la surmonter, pour écarter la menace de mort qui pèse sur elle. Par ailleurs, la crise ne renforce pas automatiquement le prolétariat ; mais, en provoquant une instabilité sociale croissante et en poussant au déchaînement de tous les antagonismes sociaux, elle crée les conditions de ce renforcement. Elle fait sauter des obstacles économiques et sociaux à la reprise de la lutte de classe, elle ébranle des obstacles politiques, mais elle ne produit pas mécaniquement cette reprise.

Durant des années nous avons répété qu'il faudra des luttes très longues et très dures pour que les prolétaires retrouvent leur orientation et leur organisation de classe. Ce n'était pas une formule poétique, mais une prévision des plus réalistes, comme le confirment les premières tentatives faites aujourd'hui dans ce sens. Poussés à la lutte par les conditions matérielles objectives — baisse du niveau de vie, chômage pour les uns, surtravail pour les autres, exploitation et oppression accrues, insécurité croissante — les prolétaires rencontrent des difficultés énormes lorsqu'ils veulent se battre. Elles sont politiques aussi bien qu'organisationnelles.

La croyance dans la solidarité des ouvriers avec « leur » usine, ville ou nation, paralyse leurs bras lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts d'exploités contre ceux de l'entreprise ou de l'économie nationale. La mentalité individualiste, catégorielle et social-chauvine les empêche de s'unir par-dessus toutes les bar-

rières de catégorie, sexe ou nationalité. Le respect de la légalité et de l'Etat soignant au-dessus des classes entrave les luttes tout comme la foi et les espoirs en la démocratie.

Et lorsque les besoins mêmes de la lutte poussent les prolétaires à aller de l'avant malgré ce qu'ils ont dans la tête, ils sont paralysés par leur division. Même pour des besoins immédiats ils ne peuvent se battre efficacement que s'ils sont unis et organisés. Mais les organisations forgées par les luttes passées sont aux mains des agents de l'ennemi : plus les conditions matérielles tendent à unir les prolétaires, plus le rôle des organisations réformistes est de les diviser. Au lieu de coordonner les luttes sur le terrain créé par le capitalisme lui-même, leur tâche est de les morceler, de les isoler, de les opposer. Il ne s'agit donc pas seulement d'échapper à l'encadrement pro-bourgeois, il faut parvenir à se donner un minimum d'organisation qui permette de se battre collectivement.

Il est compréhensible, dans ces conditions, que, malgré une combativité exemplaire, bien des luttes se soldent par des défaites douloureuses. Ce qui les distingue de celles de 1947 ou 1953 n'est ni leur nombre, ni leur intensité, ni leur résultat immédiat. C'est le fait qu'elles se situent à un moment différent du cours historique, dans une phase où les contradictions du capitalisme et, partant, les antagonismes sociaux deviendront toujours plus violents et explosifs. Elles présentent donc une possibilité de développement tout à fait différente, et permettent, ou plutôt exigent, une intervention bien plus poussée du parti.

Il faudra encore bien des défaites, où les prolétaires recevront des coups terribles, avant qu'ils puissent se libérer des illusions réformistes et démocratiques, et s'organiser pour se battre. Mais il serait stupide et criminel que le parti assiste en spectateur, ou même en simple « conseiller », aux durs efforts des prolétaires pour retrouver une indépendance d'orientation et d'organisation correspondant ne serait-ce qu'à leurs besoins de lutte immédiats. S'il veut être digne de

son nom, il doit au contraire y participer de toutes ses forces. Et ceci dans un double but.

D'une part, il doit « féconder » le mouvement immédiat. Il doit le renforcer, l'aider à avancer en lui apportant l'expérience des luttes passées, les leçons tirées des succès et des revers. Il doit l'aider à se libérer de ses illusions et à surmonter les obstacles qui se dressent sur son chemin. Il doit aussi élargir son horizon, relier politiquement et pratiquement la lutte immédiate à la lutte révolutionnaire.

D'autre part, mais c'est un aspect inséparable du précédent, il doit se lier ainsi à la classe, s'imposer comme direction effective du mouvement. S'imposer non certes par la « force » ou en vertu d'on ne sait quel « droit », mais en montrant pratiquement qu'il est, et qu'il est seul capable d'apporter les réponses aux questions que la lutte pose à tous les niveaux, parce qu'il est armé d'une théorie qui concentre toutes les expériences du passé et la perspective historique de la révolution. Il doit s'imposer comme direction en apparaissant effectivement comme le pôle d'orientation et d'organisation dont la lutte de classe du prolétariat a besoin à tous les stades de son développement. Enfin, il doit renforcer ses propres capacités de direction révolutionnaire en affermissant, au travers même de ses activités envers la classe, sa propre organisation.

S'il est absurde et dévastateur de crier tous les jours à la révolution en dédaignant la lutte immédiate et le travail de préparation révolutionnaire, il l'est tout autant d'attendre que les conditions et les facteurs objectifs aient ramené par eux-mêmes les prolétaires sur leur voie de classe. Certes, les tâches du parti ne se limitent à aucune lutte immédiate. Mais, s'il doit les dépasser toutes, il ne peut le faire qu'en s'y engageant à fond, pour les faire avancer et pour y devenir en fait ce qu'il est en principe : la direction du prolétariat. La préparation révolutionnaire ne se borne pas à cette activité, mais elle passe nécessairement par elle. Ne pas l'assumer c'est préparer la défaite et non la révolution.

Le consensus discret de la CGT

S'il suffisait d'accuser les autres de collaboration de classe, et de professer une sainte horreur pour le mot de consensus pour remplir les tâches d'une direction prolétarienne, nous aurions en France le parti et le syndicat ouvriers les plus combattifs du monde.

Malgré l'accord CGT-CFDT du 17 septembre, la CGT et le PCF en écho manifestent en paroles une vigilance soupçonneuse : la CFDT recentrée, dit la CGT, se prête trop docilement à la « vaste opération de collaboration de classe déclenchée par le gouvernement » (Le Monde du 6-10-79), Edmond Maire souffle à Giscard d'Estaing ses formules sur l'informatique, etc. Et tout cela n'est que trop vrai : avec tous ses grands discours sur le réalisme et le concret, sur les « nouvelles exigences issues de la crise », sur les prétendus bienfaits pour les travailleurs de la négociation à tous les niveaux, la CFDT ne fait que reprendre sous une livrée « new-look » tous les refrains anonnés pendant des années par FO. Elle a joué un rôle actif dans le sabotage de la lutte des sidérurgistes, sabotage consommé par la signature et la célébration de l'accord de juillet (qui sanctionne le licenciement de 20.000 ouvriers) et marqué par des épisodes significatifs comme la dissolution de la section d'Usinor-Dunkerque. Elle s'est démasquée dans la lutte des foyers Sonacotra, qu'elle faisait mine de soutenir, notamment en publiant, à la veille du rassemblement de Garges, un article qui dénonçait le Comité de Coordination et déssouait d'avance les sections présentes à ce rassemblement. Elle a joué avec application son rôle de compère en suspendant la vie syndicale à ces chapelets de « rendez-vous » où l'Etat annonce tout uniment sa volonté de ne faire aucune concession sur l'essentiel, et le patronat son intention persistante de faire tomber les « vieux bastions de 36 », surtout la loi des 40 heures, en augmentant, comme disent Ceyrac et Chotard, « le temps de travail des machines » (comme si les machines seules produisaient de la plus-value...), sous prétexte de réduire le temps de travail annuel de certains salariés.

Mais ce n'est pas parce qu'il y a une poutre dans l'œil du voisin qu'il n'y a pas une solive dans celui de l'« observateur intransigeant ». En effet, que faisait pendant ce temps la vertueuse CGT ? La même politique de sabo-

tage actif vis-à-vis des luttes des immigrés, de celle des sidérurgistes, aggravées d'une véritable intoxication chauvine. A Rouen, un cégétiste et maire-adjoint PCF a fait une semaine de prison pour s'être bagarré avec la police, mais quand on sait que le mot d'ordre défendu était : « pas de travail pour les boches » !, il est difficile de voir dans cet accès de « non-légalisme » un pas dans le sens de la reprise de classe. Et si la CGT, tout en criant à la compromission, avait voulu compléter la stratégie dilatoire de la CFDT, des syndicats ouvertement collaborationnistes et du gouvernement en fournissant quelques exutoires aux salariés excédés des hausses des prix, des loyers et de la Sécurité sociale, aurait-elle pu trouver mieux que sa semaine d'action-bidon de septembre, qui a démoralisé même ses inconditionnels, mieux que le nouveau « programme des fêtes » et de grèves sans portée (RATP, PTT, métallurgie) mis au point ce mois-ci en parfait accord avec la boutique CFDT ? Séguy n'avait-il pas prévenu d'ailleurs que sa centrale, si pointilleuse, ne ferait pourtant pas du refus du consensus un préalable à ses discussions avec la CFDT ?

Les airs dégoûtés de la CGT ne l'empêchent pas de manger à la même table et de patouer dans le même marécage, sans parler des formes permanentes de la collaboration de classe par lesquelles s'est renforcée dialectiquement, surtout depuis la dernière guerre, la tendance politique des syndicats opportunistes à devenir des rouages de l'Etat bourgeois : commissions paritaires à tous les niveaux, participation à la Sécurité sociale, aux Assedic, cogestion au niveau des comités d'entreprise, etc.

La bourgeoisie sait bien d'ailleurs de quoi il retourne : « le consensus existe déjà dans les faits », se plaisait à remarquer Alain Duhamel dans Le Monde du 20-9-79, et Raymond Soubie, conseiller de Raymond Barre, expliquait à un récent « Colloque sur la gestion sociale » que « les dirigeants des syndicats sont dans l'ensemble plus réalistes, et les dirigés prêts à accepter des solutions nouvelles. C'est pour cela que le gouvernement juge qu'il est tout à fait indispensable de chercher des compromis qui ne compromettent

(suite page 4)

L'intervention politique dans les luttes immédiates

La propagande est assurément une tâche fondamentale du parti, une tâche à laquelle il ne peut jamais renoncer, même dans les années les plus noires de son histoire, et qui tend à devenir plus riche, plus variée et plus complète dans les périodes moins défavorables. Cette activité permet de rassembler autour du parti les forces déjà prêtes à lutter pour la révolution communiste, mais elle est également indispensable pour permettre une délimitation politique du parti face aux événements saillants qui marquent la vie des différentes forces sociales et politiques et les obligent à prendre position les unes par rapport aux autres. Une telle activité n'est cependant pas suffisante en elle-même pour diriger les énergies de la classe prolétarienne contre l'Etat bourgeois.

La conquête d'une influence sur la classe prolétarienne serait impensable sans la participation des militants communistes aux luttes immédiates de la classe. Nous savons aussi qu'une telle participation ne saurait être conçue comme une simple activité de propagande et qu'elle exige un travail spécifique : « Le travail qu'ils accomplissent ne se limite pas à la propagande, au prosélytisme et aux campagnes électorales [syndicales] au sein des assemblées prolétariennes : c'est un travail de conquête et d'organisation qui se développe dans le vif de la lutte et qui aide les travailleurs à tirer les plus utiles expériences de leur action » (1).

Or, la conquête d'une influence sur la classe n'est concevable que si la classe ouvrière elle-même lutte pour surmonter les obstacles qui se présentent à elle, le parti étant alors en mesure de proposer les méthodes les plus efficaces déjà éprouvées par le mouvement prolétarien, et qu'il cherche à réintroduire dans la lutte. C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui que cinquante années de contre-révolution sont allées jusqu'à tuer toute vie de classe, toute organisation élémentaire de classe, cet objectif est inséparable de la participation à l'effort du prolétariat pour reconstituer un tissu de liens vivants entre les différents groupes de prolétaires en lutte, reconstitution qui devient à son tour une condition du renforcement du parti.

« Le parti ne dissimule pas que, dans une phase de reprise, il ne réussira à se renforcer de façon autonome que s'il naît une forme d'associationnisme economico-syndical des masses », avons-nous écrit il y a près de trente ans (2). C'est la même idée que nous avons reprise dans nos thèses syndicales, où on peut lire :

« Conformément à la tradition marxiste, la Gauche marxiste italienne a donc toujours considéré, et le parti considère comme des

conditions de son existence en tant que facteur agissant de la préparation du prolétariat à l'assaut révolutionnaire de sa victoire :

a) l'apparition de luttes économiques à vaste échelle et sous une forme non épisodique — et l'intense participation du parti, pour les raisons sus-indiquées, à ces luttes,

b) l'existence d'un réseau qui ne soit ni éphémère ni même épisodique d'organisations intermédiaires entre le parti et la classe et l'intervention du parti dans ces organisations, pour y conquérir non pas nécessairement la majorité et donc la direction, mais assez l'influence pour pouvoir les utiliser comme une courroie de transmission de son programme parmi les masses ouvrières organisées, et pour en imprégner au moins les couches ouvrières les plus combattives » (3).

Entre le travail de propagande générale que nous avons défini plus haut et ce travail d'aide à la constitution d'un terrain de classe, il n'existe aucun lien de cause à effet, aucune sorte de priorité. Ce sont deux tâches également indispensables, également indépendantes des situations dans leur nature, bien que le succès avec lequel elles peuvent être accomplies en dépende assurément. Ce sont des tâches qui se mènent parallèlement, et l'accomplissement de l'une ne saurait nullement être posé en préalable à l'accomplissement de l'autre. Plus généralement, le parti ne peut réellement remplir sa fonction qu'en s'acquittant en même temps de l'ensemble de ses tâches, qui consistent dans la défense et la diffusion de sa doctrine, dans la défense de la continuité de l'organisation ainsi que dans sa participation aux luttes immédiates (4).

Ce travail d'organisation des prolétaires sur le terrain immédiat ne saurait bien entendu être réduit au seul aspect technique, « instrumental », de l'organisation pratique des liens entre prolétaires. Ces liens n'ont en effet de sens que pour l'utilisation des objectifs et des méthodes de classe et ils doivent être par conséquent conquis par un combat mené contre toutes les forces adverses qui tentent de stériliser la lutte prolétarienne. Bref, ce travail d'organisation serait impossible sans l'apport dans la lutte immédiate d'un travail politique approprié complétant l'activité strictement revendicative.

C'est assurément la définition pratique de ce travail politique lié à l'activité revendicative qui pose de grosses difficultés. Il ne suffit pas en effet d'en connaître théoriquement la nature : sa traduction pratique est un problème jamais résolu d'avance qui est conditionné par notre expérience et une connaissance non superficielle de la situation du terrain social et des forces qui s'y meuvent.

disposés à affronter les privations et les sacrifices inévitables de la lutte, en se mettant à la tête des masses que leurs souffrances poussent à se révolter, afin d'utiliser rationnellement leurs efforts et de leur assurer une pleine efficacité.

La tâche irremplaçable du parti se présente donc de deux manières, comme fait de conscience d'abord, et ensuite comme fait de volonté : la première se traduit dans une conception théorique du processus révolutionnaire qui doit être commune à tous les adhérents ; la seconde dans l'acceptation d'une discipline précise assurant la coordination et donc le succès de l'action » (6).

Dans toutes les péripéties de ce cheminement, les militants du parti sont à même d'apporter aux prolétaires combattifs non seulement les méthodes qui permettent de renforcer la lutte, mais la vue la plus large qui les aide à mieux en percevoir les exigences en la replaçant dans son cadre le plus général. Cela exige de nous une connaissance précise des conditions matérielles de la lutte et de ses possibilités d'extension et de renfor-

cement, du degré de maturité politique exacte atteint par les groupes de prolétaires en lutte et leur direction, des obstacles matériels et politiques précis qu'ils rencontrent et que seul le parti peut aider à surmonter de la façon la plus rapide et la plus favorable.

De plus, étant donné que ce mouvement qui pousse des groupes de prolétaires à se placer sur un terrain de lutte plus général est déterminé par les conditions ambiantes, nous savons aussi qu'il s'effectue de la manière la plus difficile et la plus défavorable tant qu'il reste spontané, c'est-à-dire tant que les armes politiques que trouvent ces groupes de prolétaires sont prises dans l'horizon d'idées faisant le plus de concessions à la situation et à la théorie de l'adversaire.

Cela signifie que le travail politique particulier du parti est absolument indispensable pour permettre de passer par le chemin le plus court possible de la poussée immédiate élémentaire à l'action de classe pleinement encadrée dans la lutte révolutionnaire contre l'Etat.

Framer, contre les autres forces politiques, la voie à la trajectoire ascendante du mouvement prolétarien

Les conditions politiques présentes sont déterminées par la contre-révolution stalinienne, le passage des grands partis « ouvriers » du côté de l'ordre établi, l'intégration croissante des organisations immédiates aux rouages de l'entreprise et de l'Etat, et plus précisément par l'impuissance des premières réactions « gauchistes » à l'opportunisme à rompre réellement avec lui.

Cela signifie aussi que nous devons nous attendre à la prolifération de tendances de type anarchiste, anarcho-syndicaliste, conseiliste et même terroriste contre lesquelles le parti devra mener bataille non seulement sur le terrain théorique et programmatique, mais également sur le terrain immédiat, tout en comprenant qu'elles sont des théorisations fausses et à un certain point dangereuses d'un mouvement social pourtant positif (7). Il faut ajouter qu'à l'échelle internationale, toutes ces réactions sont renforcées par le sabotage des luttes anticoloniales par les partis stalinien et sociaux-démocrates ; cette trahison a jeté dans les rangs du jeune prolétariat des pays du Tiers Monde la méfiance envers la classe ouvrière des métropoles impérialistes.

Il est certain que cette méfiance ne pourra être surmontée que par la mise en mouvement de secteurs significatifs de la classe ouvrière des pays impérialistes et la scission pratique de groupes d'ouvriers combattifs d'avec l'opportunisme, scission qui doit être favorisée par l'attitude la plus tranchée du parti vis-à-vis de l'impérialisme, du social-impérialisme, du chauvinisme et de la politique aristocratique, y compris sur le terrain de la lutte immédiate.

Il faut ajouter que si la lutte immédiate pousse à un certain degré d'intensité des groupes de prolétaires à se porter sur le terrain de la lutte générale, ce processus n'est pas simple ni mécanique, mais complexe et dialectique ; le terrain politique lui-même est encore dominé par des forces adverses, qui travaillent activement à combattre tout élan révolutionnaire et à concilier la lutte de classe avec l'ordre bourgeois, qu'il s'agisse de l'ensemble des forces de l'opportunisme « ouvrier » ou du démodératisme bourgeois.

Toutes ces forces doivent naturellement être combattues sur les plans théorique et programmatique, afin de nous armer collectivement contre elles et gagner des forces nouvelles qui en viennent à nos conclusions et acceptent notre programme et notre méthode. Mais ceci ne saurait être suffisant. Nous devons également les combattre sur le terrain même de la lutte immédiate, au niveau des indications qu'elles donnent aux prolétaires, et chercher à faire la démonstration, dans le cours de la lutte elle-même, de la fausseté ou de l'inconscience de leurs prétentions. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions atteindre un double résultat : d'abord, préparer, en conquérant une influence aux méthodes et aux principes de classe, les prolétaires à surmonter le moment inévitable où ces forces abandonneront ou trahiront les besoins de la lutte ; ensuite, pouvoir expliquer à un groupe de prolétaires combattifs, en relation avec d'autres expériences, le lien entre cette trahison et l'orientation et les principes de ces forces.

Ce travail indispensable serait impossible sans la connaissance précise des questions qui se posent aux différentes couches de prolétaires en mouvement, mais aussi sans la connaissance de la manière dont les forces adverses répondent à ces questions, sans la connaissance de leur programme et de leur pratique, et sans la prévision du moment où elles devront entrer en contradiction ouverte non seulement avec leurs proclamations mais également avec les exigences réelles de la lutte prolétarienne.

Cette bataille — qui se mène indéniablement avec des méthodes différentes selon les forces en présence, c'est-à-dire selon qu'il s'agit de forces carrément bourgeoises comme la démocratie ou l'Eglise, de forces liées à l'impérialisme ou à la lutte contre lui, ou encore de forces soi-disant « ouvrières » ou de réactions « de gauche » à la collaboration de classe des forces réformistes et centristes — est précisément le sens du « travail politique approprié » qui doit accompagner notre travail revendicatif et qui vise à conquérir sur la classe une influence différenciée selon ses différents secteurs.

Cette bataille, personne ne pourra la mener à la place du parti ; elle apparaît comme son rôle spécifique dans les luttes immédiates, rôle qu'il ne pourra mener à bien qu'en participant à toutes les tâches exigées par ces luttes.

Elle a été définie ainsi dans un article récent :

« La courbe ascendante du prolétariat se caractérise par son effort « spontané » pour s'arracher au cercle infernal de la collaboration de classe, pour reprendre la voie de la lutte de classe ouverte et déclarée et pour s'organiser, ne serait-ce que de façon embryonnaire, en dehors de l'opportunisme, malgré les difficultés, les défaites et les déceptions dont ce long chemin est parsemé. C'est sur ce terrain-là, essentiel, que le parti doit se mesurer — c'est-à-dire s'affronter — aux autres forces politiques, pour frayer la voie à sa trajectoire ascendante, car la critique théorique et la polémique politique, évidemment nécessaires, ont un champ d'action trop restreint et ne suffisent pas. C'est là, dans le dur travail pour conquérir des positions indépendantes de classe, qu'il travaille par là même, sinon à éliminer ces forces de l'arène des conflits sociaux (ce qui ne pourra se faire, si cela doit se faire, qu'après la prise du pouvoir) du moins à leur enlever une influence déterminante sur le prolétariat ».

C'est précisément en fournissant à la classe les armes politiques et théoriques dont elle a besoin pour la lutte en cours, que le parti peut devenir l'instrument du succès des luttes ouvrières, et surtout l'organe capable d'en faire un terrain de préparation de la révolution communiste. Même si aujourd'hui son influence est encore quasi nulle, c'est à travers cette participation aux luttes immédiates que le parti se rend apte à remplir sa fonction spécifique de direction de la lutte de la classe prolétarienne. C'est ainsi que l'on peut travailler à la rencontre entre le parti et la classe.

(1) « Thèses de Rome », 1922, dans *Défense de la continuité du Programme communiste*, Ed. Programme communiste, p. 46.

(2) « Thèses caractéristiques », 1951, *ibid.*, p. 191.

(3) « Le parti devant la question syndicale », 1972, dans *Programme communiste*, n° 53-54, p. 17.

(4) Voir à ce sujet l'article « Nous devons préparer le parti de la révolution » paru dans *Le Proletaire* n° 292.

(5) « Thèses de Rome », op. cit., p. 45.

(6) « Parti et action de classe », 1921, dans *Parti et classe*, Ed. Programme communiste, pp. 53-54.

(7) Il nous faut ici nous souvenir de l'attitude de la Gauche et des bolchéviks qui était identique dans l'appréciation des réactions de type syndicaliste-révolutionnaire à la trahison opportuniste, bien que nous n'ayons pas jugé opportune l'entrée de ces courants dans l'Internationale communiste.

(8) Voir l'éditorial de la revue *Programme communiste* n° 76, intitulé « Pour le parti compact et puissant » de demain », p. 20.

Des poussées économiques élémentaires au besoin de la lutte générale contre le capitalisme

Pour préciser le sens de cette activité, on doit avoir présent à l'esprit la nature des rapports entre le parti et la classe :

« La nature de ces rapports se déduit de la dialectique régissant la formation de la conscience de la classe et de l'organisation unitaire du Parti. Cette formation se traduit par le déplacement d'une avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements spontanés suscités par des intérêts partiels de groupe sur le terrain d'une action prolétarienne générale. Mais, bien loin de la faire en niant ces mouvements élémentaires, [le Parti] assure leur unification et leur dépassement dans l'expérience vivante, en poussant à leur réalisation, en y prenant une part active, en les suivant avec attention dans tout leur développement » (5).

Il est clair que la lutte immédiate pousse les prolétaires les plus combattifs à se donner une vision globale de leur lutte, de l'ensemble des forces auxquelles elle s'affronte et qu'elle côtoie, les patrons, l'Etat, les partis politiques, libéraux-bourgeois, démocrates, opportunistes, réformistes ou soi-disant d'« extrême-gauche », les différentes Eglises, les diverses tendances philosophiques et sociales, etc., et à trouver dans les expressions théoriques à travers lesquelles elles s'affrontent des armes pour vaincre les obstacles qu'ils rencontrent.

Nous savons que cette lutte doit atteindre une certaine ampleur et un certain niveau d'intensité pour que les prolétaires les plus combattifs soient portés à se placer sur un terrain de lutte générale contre le capitalisme dans le cadre de laquelle ils puissent replacer telle ou telle lutte particulière. Et nous savons en même temps que c'est seulement à cette condition que les prolétaires peuvent sentir la nécessité de faire de la lutte immédiate un terrain d'exercice d'une lutte plus vaste, et que peut se renforcer et se solidifier un terrain de classe donnant au parti sa pleine possibilité de développement.

Ce processus a été magnifiquement décrit dans un texte classique de la Gauche, à une

époque cependant de haute tension révolutionnaire qui permettait au parti de lier de façon plus étroite qu'aujourd'hui la lutte immédiate et « lutte générale » contre le capitalisme :

« A tout moment, les rapports économiques et sociaux du capitalisme sont ressentis comme intolérables par les prolétaires, et poussent ceux-ci à tenter de les dépasser. Au travers de vicissitudes complexes, les victimes de ces rapports sont amenées à constater l'insuffisance des moyens individuels dans cette lutte instinctive contre les souffrances et les privations communes à un grand nombre d'individus, et à expérimenter des formes d'action collective, pour augmenter par l'association le poids de leur influence sur la situation sociale qui leur est faite. Mais la succession de ces expériences, qui jalonnent tout le développement de l'actuelle forme sociale capitaliste, conduit à constater que les travailleurs n'auront aucune influence réelle sur leur propre sort tant qu'ils n'auront pas associé leurs efforts par-delà toutes les limites locales, nationales et professionnelles, et tant qu'ils ne les auront pas dirigés vers un objectif général et intégral qui se concrétise dans le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie — car tant que les structures politiques actuelles seront debout, leur fonction sera toujours d'annihiler tous les efforts de la classe prolétarienne pour se soustraire à l'exploitation.

Les premiers groupes de prolétaires qui parviennent à cette conscience sont ceux qui interviennent dans les mouvements de leurs camarades de classe et qui, par la critique de leurs efforts, des résultats obtenus, des erreurs et des désillusions, en amènent un nombre toujours croissant sur le terrain de cette lutte générale et finale qui est une lutte pour le pouvoir, une lutte politique, une lutte révolutionnaire.

Ainsi augmente, tout d'abord, le nombre des travailleurs convaincus que seule la lutte révolutionnaire finale résoudra le problème de leurs conditions de vie, en même temps que grossissent les rangs de ceux qui sont

Immigration: les flics du PC à l'œuvre!

A Levallois, municipalité à direction PC, le gouvernement et la Sonacotra décident en 75 l'implantation d'un foyer de travailleurs immigrés. Levée de boucliers du PC : ces indésirables, venir polluer notre « cadre de vie »? Jamais! Concentrer les travailleurs immigrés dans les villes ouvrières, c'est créer des « villes-ghettos »; l'accepter, c'est se rendre « complice de l'attitude raciste des maires de la majorité » qui « refusent d'accueillir leur juste part (!) des travailleurs immigrés ». « Les communistes de Levallois feront preuve de la plus grande détermination pour empêcher la construction du foyer ». Et le PC d'engager une campagne, avec un ardeur jamais déployée pour les grandes revendications ouvrières, pour dresser les ouvriers français contre leurs frères de classe immigrés.

« Nous dénombons dans notre ville environ 2.500 citoyens privés d'emplois et la population immigrée dépasse les 23% » (Lettre du Maire, P. Jans, à Giscard du 24-8-79), ce qui signifie en clair : Ouvriers français chômeurs, refusez que des étrangers viennent vous voler du travail!

Le pourcentage de population immigrée de Levallois « atteint le double de la moyenne départementale, qui est de 11,8% » : « c'est au-dessus du supportable »! Avec un pourcentage aussi élevé, « de nombreux problèmes surgissent dans les quartiers, les écoles, les centres de vacances, les immeubles »! Ce qui est une autre manière de dire : Ouvriers français vous voulez que vos enfants réussissent à l'école, partent en colonies de vacances et aient de bonnes fréquentations? Alors aidez-nous à interdire aux immigrés l'accès de « nos » écoles et de « nos » HLM!

Et le PC d'appuyer ses incitations xénophobes et racistes par des statistiques détaillées sur le nombre d'immigrés dans chaque quartier, dans chaque école, dans chaque HLM, publiées dans un « Livre Blanc » adressé à tous ses administrés.

Depuis début 79, le PC mobilise toute la ville sur ces thèmes, à grand renfort de guignol (Conseil municipal du 26 mars dans la rue devant l'usine promise à démolition pour construire le foyer, maire enchaîné aux grilles), pétitions, référendum, manifestation regroupant 2.000 personnes le 29-9-79.

Le référendum organisé du 12 au 18 septembre posait l'alternative : pour la construction du foyer, ou pour exiger que le terrain soit « confié au conseil municipal aux fins d'y réaliser des activités non polluantes (!), créatrices d'emplois, et des logements sociaux ». Même Stoléro a protesté contre ce type de questions, avec lequel « il n'y aurait pas de danger qu'un seul foyer pour travailleurs immigrés soit jamais construit en France »!

Pas étonnant que cette « immense expérience de démocratie locale » aboutisse à un « extraordinaire succès populaire » : sur 15.000 votants (sur 38.000 inscrits) 97,6% optaient pour les emplois et les logements sociaux. Sans honte, le PC, qui refuse aux immigrés le droit de vote aux élections politiques, s'est rengorgé d'avoir fait voter les travailleurs immigrés et d'avoir obtenu, avec l'aide de l'Amicale des Algériens en Europe, favorable au projet municipal, 14% de participation. Les immigrés, ça peut voter. A condition que cela serve la politique anti-ouvrière!

Le maire de Levallois n'est pas isolé : les dix maires « communistes » des Hauts-de-Seine, reçus le 19-9-79 au siège de la Sonacotra, « ont fait part de leur totale opposition au projet de construction, à Levallois, d'un foyer de travailleurs immigrés », déplorant que « les villes de Gennevilliers, Nanterre, Colombes et Levallois, dirigées par des maires communistes, comptent 31% de la population immigrée du département et 16 foyers sur les 31 répartis dans 12 communes » (cf. l'appel à la marche du 29-9-79).

Dans le foyer Sonacotra de Villejuif, en grève depuis plus de 2 ans, lié au Comité de

Coordination, au lendemain de l'expulsion par la police de 3 grévistes, une cinquantaine de militants musclés du PC ont fait irruption pour faire signer aux résidents un accord séparé avec la Sonacotra. Poussant violemment dehors un délégué du Comité de Coordination, ils ont distribué un tract-pétition ignoble dénonçant les « gauchistes du Comité de Coordination, qui par la force, la terreur, la manipulation, ont conduit la majorité des résidents, souvent contre leur gré, à prolonger une grève de loyers qui renforce l'autorité et les pouvoirs de la Sonacotra ». Avec l'argument capitulaire — ne pas se révolter pour ne pas provoquer la répression —, le tract explique que « les résidents se retrouvent à la rue », que la police vient dans les foyers, « par la faute du pouvoir et des gauchistes ». « Il faut reprendre le paiement des loyers, discuter cas par cas le paiement des arriérés », « élire un Comité de Résidents vraiment représentatif »... surtout pas lié à la Coordination! « Il s'agit qu'ensemble nous prenions nos responsabilités contre la provocation du pouvoir et des gauchistes ». La lutte est une provocation! Les travailleurs combattifs sont les marionnettes du « pouvoir »!

Pendant que les dirigeants « ouvriers » à la botte de la bourgeoisie excitent la haine entre ouvriers français et immigrés, et rentrent dans les foyers pour casser la grève, la bourgeoisie se charge de la répression violente contre le Comité de Coordination. A Ivry, à Athis-Mons, des délégués combattifs passent en commission d'expulsion, paravent légal à l'expulsion hors de France, « pour avoir défavorablement attiré l'attention sur [leur] personne », à Saint-Denis, des délégués sont inculpés pour diffusion de tracts, etc.

Bourgeoisie et opportunisme travaillent main dans la main. Les ouvriers français et immigrés n'ont pour se défendre que leur unité de lutte et de classe, forgée à la base en reconstituant les liens de solidarité prolétarienne active brisés par l'opportunisme!

La grève des dockers

(suite de la page 1)

n'ont pas suivi), et malgré la trahison active des syndicats, chrétien et socialiste.

Ce dernier a d'abord tenté de casser la grève par un référendum postal : mais les grévistes l'en empêchèrent en occupant le bâtiment syndical. Le 4 septembre, par-dessus la tête des grévistes et de leur comité de grève, les bonzes et les patrons signaient un accord sans rapport avec les revendications, qui fut refusé par la majorité des salariés concernés. Les syndicats se mirent alors à proposer des avances aux non-grévistes, tandis que la municipalité socialiste de Rotterdam refusait tout secours aux familles des grévistes.

Mais le patronat commençait à s'inquiéter : « Il serait dangereux que les syndicats perdent leur autorité sur les travailleurs. Nous continuons à travailler avec les syndicats, à maintenir avec eux de bonnes relations de travail ». L'harmonie ne peut manquer de régner, en effet, entre la bourgeoisie et des « partenaires sociaux » assez zélés pour déclarer, comme l'a fait le responsable du syndicat socialiste : « Je préfère mener la guerre avec le gouvernement et les patrons contre le chômage que jouer le rôle de général dans une guerre sociale contre eux »!...

Cependant, encouragé à la fermeté par le syndicat chrétien, qui l'accusait de « dégrader les négociations » s'il cédait aux « exigences des extrémistes », le patronat maintint ses positions : la police intervint le 19 septembre et arrêta 19 grévistes, dont 5 furent gardés à vue jusqu'au 22. Malheureusement, le comité de grève orienta la réaction ouvrière dans le sens stérile d'une protestation indignée contre la « trahison » du maire socialiste, et la grève se mit alors à décliner : le comité décida alors de la suspendre, pour ne pas aggraver les divisions entre grévistes et non-grévistes.

Malgré l'absence de résultats immédiats, la grève a provoqué quelques fissures dans l'union sacrée maintenue par les syndicats et l'Etat. Dans le pétrole, les ouvriers menacent de faire grève pour la cinquième équipe et les 35 heures, et la bonzerie craint en général de ne pas faire avaler les prochains contrats collectifs de 1979-80 avec la même facilité : plusieurs syndicats de branches ont prévenu que leurs adhérents n'accepteraient plus l'austérité « vu son absence totale d'effets sur le nombre des emplois ». Le chemin de la lutte pour les besoins réels de la classe passe là aussi par l'affrontement avec cette armée de renfort de la bourgeoisie que constituent les appareils des syndicats collaborationnistes.

A bas la répression anti-immigrés!

C'est le titre du supplément encarté dans ce numéro du Journal, mais non diffusé dans le réseau NMPP. Les lecteurs qui le désirent peuvent le commander au Journal. Il leur sera envoyé gratuitement.

Union sacrée pour la répression à la FIAT de Turin

Le « coup de force » de la Fiat de Turin licenciant 61 ouvriers et suspendant l'embauche « en réponse aux actes de terrorisme » (parmi lesquels sont comptés non seulement les attentats contre les personnes, mais même les actes de sabotage de la production), n'est qu'un cas particulièrement spectaculaire de la répression non seulement a posteriori, mais préventive, qu'exercent partout actuellement grandes et petites entreprises, en prévision de l'inévitable reprise des luttes que doit provoquer la pression accrue sur les travailleurs.

Mais à certains égards, une intervention bourgeoise aussi nette dans la guerre de classe — on n'a même pas respecté les formes juridiques, puisque les licenciements des « brebis galeuses » n'ont pas été justifiés individuellement — pouvait mettre les syndicats opportunistes dans une position embarrassante. Certes, comme l'écrit bravement le correspondant du Monde (14-15 octobre 1979), « la bonne volonté des syndicats est indiscutable ».

N'ont-ils pas, à chaque attentat, organisé bras dessus, bras dessous avec les patrons, des grèves et manifestations comme ils n'en ont jamais fait pour les victimes quotidiennes des accidents du travail et de la barbarie capitaliste? Mais n'était-il pas risqué pour eux, et pour leur crédibilité auprès des ouvriers,

de se désolidariser complètement des victimes de l'épuration qui, comme le reconnaissent les délégués d'atelier, sont « des gens comme nous [...] engagés dans les mêmes luttes »? Ils ont trouvé un élément de solution au dilemme : ils vont redoubler d'énergie dans la lutte pour la paix sociale, passer, rapporte le Monde, « à une forme plus concrète, moins verbale, de lutte contre le terrorisme », bref, rendre la police patronale superflue en l'exerçant eux-mêmes... Passer à des formes moins verbales? Messieurs les flics de la gauche ne se rendent pas assez justice! N'ont-ils pas déjà, à Turin, mis leur chère « démocratie de quartier » au service de l'ordre bourgeois, en faisant diffuser et remplir dans la ville des « questionnaires sur la violence », vrais formulaires de délation? Sans parler des actes de dénonciation comme à Gènes, où le bonze de la CGIL responsable de la dénonciation a fini par payer de sa vie son zèle anti-terroriste.

Quelle que soit l'appréciation politique qu'on puisse porter sur l'idéologie des mouvements terroristes actuels en Italie, les soi-disant directions ouvrières qui se donnent pour fonction « non seulement de condamner, mais de combattre » la violence ouvrière sous toutes ses formes ne méritent qu'un qualificatif : celui de chiens de garde de la bourgeoisie.

Le consensus discret de la CGT

(suite de la page 2)

tent pas les organisations ouvrières » (Les Echos du 10-9-79)!

Les pruderies de la CGT, cette vieille coquette archi-compromise, ne sont toutefois pas absolument négligeables : c'est, sous une forme de plus en plus caricaturale, comme la pseudo-orthodoxie du PCF, le classique double jeu par lequel l'opportunisme parvient à garder une emprise sur la classe, non seulement par les voies quasi-policiaires et par-bourgeoises du sabotage des luttes, de la calomnie et de la chasse aux militants combattifs, mais en jouant de la continuité « dans les mots » avec les traditions du communisme et de la lutte de classe, et en désignant, grâce au jeu de la division syndicale, le voisin comme seul responsable de l'inertie actuelle.

Dans les partis comme dans les syndicats, ce semblant d'opposition peut être une contribution plus efficace au maintien de l'ordre bourgeois que la signature officielle d'un pacte de collaboration. Le parti communiste italien tient compte de cette vérité, en feignant de se retirer d'un orteil du « compromis historique ». Même chose pour la direction des TUC britanniques, qui se refait actuellement, en même temps que le parti

travaille, un semblant de façade de gauche (d'autant que Mme Thatcher ne lui laisse guère d'autre voie...). Les bourgeois eux-mêmes le savent bien, eux qui s'inquiétaient avant les vacances, en France, d'un effritement possible de la « crédibilité » syndicale.

Les prolétaires, eux, se contenteront-ils longtemps de cette monnaie de singe, alors même que les statistiques officielles ne peuvent plus dissimuler la diminution, depuis un an, du pouvoir d'achat des ouvriers, diminution variant de 0,9 à 2,1% (Le Monde du 5-10-79)? En marge du calendrier syndical officiel, des grèves moins symboliques se multiplient depuis la fin septembre (Alsthom, Renault-Véhicules Industriels, Rennes, Laval, etc.), sur les salaires, le temps de travail et contre la répression, se heurtant très vite à une répression dure encouragée par l'absence de mouvement général (référé, expulsions par la police et procès dès qu'il s'agit d'une grève effective, c'est-à-dire avec piquets ou occupation). C'est le visage que prendront de plus en plus les luttes réelles, et qui fait apparaître le consensus, en parole ou en acte, pour ce qu'il est : une alliance offensive et défensive avec les oppresseurs, dirigée non seulement contre les intérêts historiques de la classe ouvrière, mais même contre ses besoins immédiats.

Presse internationale

Voici le sommaire du n° 6 (oct. 79) de

el-oumami

EN LANGUE FRANÇAISE

— Lutte de classe intransigeante contre l'offensive capitaliste!

Immigration :

— Combattre réellement le racisme, Communiqué du Parti au rassemblement de Garges, notes.

Maghreb :

— Algérie : une rentrée sous le signe de la matraque.

— L'autogestion en Algérie, les procès en Tunisie, l'esclavage des enfants au Maroc, le Sahara.

Théorie :

— La question des libertés politiques.

Politique :

— A propos de la « Constituante ».

Faux socialismes :

— 20 millions de chômeurs en Chine, L'inflation à l'Est.

EN LANGUE ARABE

— L'immigration dans la tradition du communisme.

— Nicaragua : le sandinisme et les trotskystes.

— La classe ouvrière et les minorités opprimées.

— Le besoin de la solidarité prolétarienne de classe avec les victimes de la répression bourgeoise.

*

il programma comunista

*

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit le 12 novembre et le 10 décembre, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 20 octobre, 3 et 7 novembre, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 21 octobre, 4 et 18 novembre, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 21 octobre, 4 et 18 novembre, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 21 octobre, 4 et 18 novembre, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 4 novembre, 2 décembre, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 13 et 27 octobre, 10 et 24 novembre, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 21 octobre, 18 novembre, 16 décembre, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 21 octobre, 4 et 18 novembre, etc.

• A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 21 octobre, 4 et 18 novembre, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE

Editions Programme

32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926